

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
01.39.04. KENNELS, ASIELEN, PENSIONS (met uitzondering van de installaties en activiteiten bedoeld in rubriek 92.53.)						
Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting 01.39.04.01. : van meer dan 4 en minder dan 10 dieren 01.39.04.02. : van 10 dieren en meer	3 2		DE	1,5 1,5		
01.39.056. Wormenkwekerijen (teelt van larven, vliegen, wormen,...)	2		DE			
01.49.01. : BIJKOMENDE DIENSTEN IN DE RUBRIEKEN 01.20 à 01.28 BETREFFENDE TEELT- OF FOKKERIJACTIVITEITEN OF VALLENDE ONDER DE LANDBOUWSECTOR						
01.49.01.01. : Opslag in bulk of in silo van graangewassen, graan en andere producten bestemd voor diervoeding, behalve stro en hooi, met een capaciteit van meer dan 50 m ³	3					
01.49.01.02. : Opslag op het veld van dierlijke mest zoals gereguleerd bij de artikelen R.188 à R.202 van het Waterwetboek, gelegen in een woongebied of op minder dan 50 m van : • een bestaande woning, • een woongebied, • een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen, • een recreatiegebied, • of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieuraapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,						
01.49.01.03. : Opslag van bemestingsstoffen, met uitzondering van die bedoeld in de rubrieken 63.12.10 en 63.12.20. en van de dierlijke mest zoals gereguleerd bij de artikelen R.188 à R.232 van het Waterwetboek, 01.49.01.03.01. : van meer dan 10 m ³ à 500 m ³ 01.49.01.03.01. : meer dan 500 m ³	3 2		DE			
01.49.02. : BIJKOMENDE DIENSTEN IN DE RUBRIEKEN 01.30 A 01.39 BETREFFENDE DE INBEZITHOUDING VAN DIEREN DIE NIET ONDER DE LANDBOUWSECTOR VALLEN 01.49.02.01. : Opslag van dierlijke mest met een volume 01.49.02.01.01. : groter dan 10 m ³ en gelijk aan 50 m ³ of minder 01.49.02.01.02. : groter dan 50 m ³	3 2		OWD, DE			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wat de rubrieken 01.21. tot 01.49.03 betreft.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 222

[2006/200101]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de fabrication de carreaux en céramique
et de tuiles, briques et autres produits en terre cuite pour la construction**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 19 juillet 2004, n° 37.454, donné en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations de fabrication de carreaux en céramique dont la capacité installée de production est supérieure ou égale à 10 kg/jour et inférieure à 100 kg/jour, visés par les rubriques n° 26.30.01 et aux installations de fabrication de tuiles, briques et autres produits en terre cuite pour la construction dont la capacité de production est supérieure ou égale à 10 kg/jour et inférieure à 100 kg/jour, visés par les rubriques n° 26.40.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présente arrêté.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Les ateliers et leurs dépendances sont séparés des locaux habités et de leurs accès par des murs, hourdis, cloisons, en briques ou en béton, plafonds et planchers ayant un degré de résistance au feu d'au moins une heure et ne comportant que les ouvertures indispensables à l'exploitation et à la sécurité. Les portes coupe-feu sont à fermeture automatique et présentent une résistance au feu d'une demi-heure au moins.

Art. 4. Les locaux habités comportent aux moins un accès indépendant de l'atelier et de ses dépendances. L'atelier n'a pas de communication directe avec les locaux habités ou occupés par des tiers.

Art. 5. Les porches d'entrée qui sont séparés des ateliers par une cour à ciel ouvert de trois mètres de profondeur au moins ou qui sont isolés par une porte ayant une résistance au feu d'au moins une demi-heure ne sont pas considérés comme dépendance pour l'article 3.

Art. 6. Les portes et issues de secours des locaux utilisés pour remiser les véhicules automoteurs et leurs remorques, des garages et des ateliers s'ouvrent vers l'extérieur et les passages sont dégagés de tout obstacle.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 7. Les poussières ambiantes, non recyclées en interne, résultant de l'activité ou aspirées à l'endroit de leur production sont récoltées dans des sacs ou autres récipients et stockées dans un local fermé ou amenées directement dans un silo hermétique.

Art. 8. Les déchets combustibles et les chiffons de nettoyage sont entreposés dans un récipient prévu à cet effet, et, afin de garantir la sécurité et d'éviter tout risque de nuisances, régulièrement évacués, sans dispersions pour le voisinage. Un contrat de collecte de ces déchets est conclu par l'exploitant.

Art. 9. Tous les contrats ou accords passés entre l'exploitant et les firmes ou organismes chargés de l'évacuation et/ou du traitement des déchets évacués de l'établissement mentionnent explicitement les installations où ils seront finalement éliminés ou mis en œuvre.

Ces mentions comportent obligatoirement :

1° les coordonnées de ces installations ou chantiers;

2° toutes les informations utiles attestant que leur exploitation est couverte par toutes les autorisations requises et qu'ils sont régulièrement autorisés à accueillir les déchets visés.

Art. 10. La destruction par combustion de déchets liés à l'article 9 est interdite.

Art. 11. L'exploitant veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de l'installation. L'ensemble de l'installation, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de l'installation, sont nettoyés régulièrement, si nécessaire tous les jours.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 12. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 13. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

*CHAPITRE V. — Eau**Section 1^{re}. — Conditions de déversement des eaux usées industrielles en eau de surface ordinaire et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales*

Art. 14. Les eaux usées industrielles générées par les installations et activités visées à l'article 1^{er} ne peuvent être déversées en eau de surface ou dans les voies d'évacuation des eaux pluviales.

Elles doivent être évacuées pour traitement adéquat et déversement vers une installation autorisée à les déverser.

Toutefois, pour les établissements employant moins de sept personnes, l'Administration peut assimiler de telles eaux à des eaux domestiques au vu des caractéristiques des eaux industrielles. Dans ce cas, le déversement de telles eaux est soumis aux conditions de l'épuration individuelle.

Section 2. — Conditions de déversement à l'égout public et dans les collecteurs d'eaux usées

Art. 15. Les eaux usées industrielles générées par les installations et activités visées à l'article 1^{er} ne peuvent être rejetées en égouts publics.

Toutefois, pour les établissements employant moins de sept personnes, l'Administration peut assimiler de telles eaux à des eaux domestiques au vu des caractéristiques des eaux industrielles. Dans ce cas, le déversement de telles eaux n'est pas soumis à des conditions de déversement moyennant l'accord préalable de l'organisme d'épuration territorialement compétent pour considérer ces eaux comme eaux usées domestiques.

CHAPITRE VI. — Air

Art. 16. La concentration en poussières totales dans tous les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère ne dépasse pas les 50 mg/Nm³. Cette valeur limite doit être respectée sans dilution autre que celle nécessaire à la bonne marche des installations.

Art. 17. Les valeurs d'émissions suivantes doivent être respectées pour les gaz de combustion provenant des installations de cuisson :

Paramètre		Valeurs limites d'émission de gaz de combustion
SO _x	x = teneur en soufre (S %) dans la matière première principale	
	0,12 < x ≤ 0,25	500 mg/Nm ³
	0,25 < x ≤ 0,50	1 000 mg/Nm ³
	0,50 < x ≤ 0,75	1 500 mg/Nm ³
	x > 0,75	2 000 mg/Nm ³
HF	x = teneur en soufre (S %) dans la matière première principale	
	0,12 < x ≤ 0,25	5 mg/Nm ³
	0,25 < x ≤ 0,50	10 mg/Nm ³
	x > 0,50	15 mg/Nm ³
HCl		30 mg/Nm ³
Poussières		50 mg/Nm ³
COV	pour les fours à postcombustion	50 mg/Nm ³
	pour les fours sans postcombustion	150 mg/Nm ³
CO	pour les fours à postcombustion	100 mg/Nm ³
	pour les fours sans postcombustion cas général	800 mg/Nm ³
	pour les fours sans postcombustion cas particuliers - production des briques perforées pour murs intérieurs (snelbouw) dans tous types de fours; tous types de productions dans des fours circulaires et fours de campagne campagne	1500 mg/Nm ³
Dioxines et furanes		0,1ngTEQ/Nm ³

Ces valeurs sont exprimées pour des conditions normales de référence telles que définies aux conditions générales, et rapportées à 18 % d'oxygène dans l'effluent.

Pour les composés organiques volatiles (COV), on prend en considération la teneur totale en substances organiques, exprimée en unités de masse carbone par volume de gaz de combustion.

CHAPITRE VII. — Contrôle et auto-surveillance

Art. 18. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au siège d'exploitation, les documents visés à l'article 9 ainsi que les bons de reprise et/ou de traitement et/ou d'élimination des déchets issus des installations.

Art. 19. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports établis par les organismes ou les services qui ont effectué les contrôles.

Art. 20. L'autorité fixe la fréquence des contrôles relatifs aux rejets d'eaux industrielles.

L'autorité fixe la fréquence des contrôles relatifs aux rejets dans l'atmosphère.

Les protocoles d'analyses sont envoyés au fonctionnaire chargé de la surveillance, et par ailleurs tenu en permanence à sa disposition.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 21. Le présente arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles 3, 4, 5, 6, 16 et 17 s'appliquent aux établissements existants le 1^{er} janvier 2007.

Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 222

[2006/200101]

**22. DEZEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Anlagen zur Herstellung von Keramikfliesen
und von Dachziegeln, Ziegelsteinen und anderen Produkten aus gebackenem Ton für den Baubereich**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 19. Juli 2004 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 37.454;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines**Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen finden Anwendung auf die Anlagen zur Herstellung von Keramikfliesen mit einer installierten Herstellungskapazität von mindestens 10 kg/Tag und von weniger als 100 kg/Tag, die in den Rubriken Nr. 26.30.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden, und auf die Anlagen zur Herstellung von Dachziegeln, Ziegelsteinen und anderen Produkten aus gebackenem Ton für den Baubereich mit einer Herstellungskapazität von mindestens 10 kg/Tag und von weniger als 100 kg/Tag, die in den Rubriken Nr. 26.40.01 dieses Erlasses erwähnt werden.

Abschnitt 2 — Definitionen

Art. 2 - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses bezeichnet der Wortlaut "bestehender Betrieb" jeglichen Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglichen Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — *Standort und Bau*

Art. 3 - Die Werkstätten und deren Nebengebäude sind von den bewohnten Räumlichkeiten und von deren Zugängen durch Wände, Hourdiplatten, Trennwände, aus Ziegelsteinen oder aus Beton, durch Decken und Fußböden mit einer Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer Stunde, und die nur die für die Betreibung und die Sicherheit unabdingbaren Öffnungen aufweisen, getrennt. Die Brandschutztüren schließen automatisch und weisen eine Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer halben Stunde auf.

Art. 4 - Die bewohnten Räume verfügen über mindestens einen von der Werkstatt und deren Nebengebäuden unabhängigen Zugang. Ab der Werkstatt ist kein direkter Zugang zu den durch Dritte bewohnten oder besetzten Räumlichkeiten möglich.

Art. 5 - Die Eingangsbereiche, die von den Werkstätten durch einen mindestens drei Meter tiefen Hof ohne Dach abgetrennt sind oder die durch eine Tür mit einer Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer halben Stunde getrennt sind, werden in Bezug auf Artikel 3 nicht als Nebenräume betrachtet.

Art. 6 - Die Türen und Notausgänge der Räume, wo Kraftfahrzeuge und deren Anhänger geparkt werden, der Garagen und Werkstätten öffnen nach außen und es stehen keine Hindernisse in den Durchgängen.

KAPITEL III — *Bewirtschaftung*

Art. 7 - Der durch die Tätigkeit produzierte Staub, der nicht im Betrieb recycelt oder am Ort dessen Entstehung abgesaugt wird, wird in Säcke oder sonstige Behälter eingepackt und in einem geschlossenen Raum gelagert oder aber direkt einem luftdicht verschlossenen Silo zugeführt.

Art. 8 - Die brennbaren Abfälle und die Reinigungslappen werden in einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Behälter gelagert und regelmäßig entfernt, ohne in der Umgebung verstreut zu werden, damit die Sicherheit gewährleistet wird und jede Belästigungsgefahr vermieden wird. Der Betreiber schließt einen Vertrag in Bezug auf die Sammlung dieser Abfälle.

Art. 9 - Die gesamten Verträge oder Abkommen, die zwischen dem Betreiber und den Firmen oder Einrichtungen abgeschlossen werden, die mit der Beseitigung und/oder der Behandlung der aus dem Betrieb abgeführten Abfälle beauftragt sind, geben ausdrücklich die Anlagen, wo sie letztendlich entsorgt oder verwertet werden, an.

Diese Angaben umfassen zwangsläufig:

1° die nähere Angaben zu diesen Anlagen oder Baustellen;

2° alle nützlichen Informationen, wodurch bescheinigt wird, dass deren Betreibung durch alle erforderlichen Genehmigungen gedeckt wird und dass es ihnen ordnungsgemäß erlaubt ist, die erwähnten Abfälle anzunehmen.

Art. 10 - Das Verbrennen der in Artikel 9 erwähnten Abfälle ist verboten.

Art. 11 - Der Betreiber sorgt für den betriebsfähigen Zustand, die Unterhaltung und Sauberkeit der Anlage. Der gesamte Betrieb, einschließlich des Ein- und Ausgangs, die Parkflächen und die Umgebung der Anlage werden regelmäßig und notfalls täglich gereinigt.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 12 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 13 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers
in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege für Regenwasser

Art. 14 - Das durch die in Artikel 1 erwähnten Anlagen und Tätigkeiten erzeugte industrielle Abwasser kann nicht in das Oberflächenwasser oder in das Ableitungssystem des Regenwassers eingeleitet werden.

Es muss im Hinblick auf dessen angemessene Behandlung und auf dessen Ableitung zu einer Anlage abgeleitet werden, die es ableiten darf.

Was aber die weniger als sieben Personen beschäftigenden Betriebe betrifft, kann die Verwaltung solches Abwasser mit Haushaltsabwasser gleichstellen, dies unter Berücksichtigung der Eigenschaften des Industrieabwassers. In diesem Fall unterliegt die Ableitung von solchem Abwasser den für die individuelle Klärung geltenden Bedingungen.

Abschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen
und die Abwassersammelleitungen

Art. 15 - Das durch die in Artikel 1 erwähnten Anlagen und Tätigkeiten erzeugte industrielle Abwasser kann nicht in die öffentlichen Kanalisationen eingeleitet werden.

Was aber die weniger als sieben Personen beschäftigenden Betriebe betrifft, kann die Verwaltung solches Abwasser mit Haushaltsabwasser gleichstellen, dies unter Berücksichtigung der Eigenschaften des Industrieabwassers. In diesem Fall unterliegt die Ableitung von solchem Abwasser keinen Ableitungsbedingungen, wenn die für die Einstufung dieses Abwassers als Haushaltsabwasser örtlich zuständige Sanierungseinrichtung ihr vorheriges Einverständnis gegeben hat.

KAPITEL VI — Luft

Art. 16 - Die Konzentration des Gesamtstaubes in allen in die Atmosphäre abgeleiteten gasförmigen Ausströmungen überschreitet nicht 50 mg/Nm³. Dieser Grenzwert muss ohne weitere Verdünnung als diejenige, die zum guten Betrieb der Anlagen notwendig ist, eingehalten werden.

Art. 17 - Die folgenden Emissionswerte müssen für die aus den Brennanlagen stammenden Verbrennungsgase eingehalten werden:

Parameter		Emissionsgrenzwerte der Verbrennungsgase
SO _x	x = Schwefelgehalt (S %) im Hauptgrundstoff	
	0,12 < x ≤ 0,25	500 mg/Nm ³
	0,25 < x ≤ 0,50	1 000 mg/Nm ³
	0,50 < x ≤ 0,75	1 500 mg/Nm ³
	x > 0,75	2 000 mg/Nm ³
HF	x = Schwefelgehalt (S %) im Hauptgrundstoff	
	0,12 < x ≤ 0,25	5 mg/Nm ³
	0,25 < x ≤ 0,50	10 mg/Nm ³
	x > 0,50	15 mg/Nm ³
HCl		30 mg/Nm ³
Staub		50 mg/Nm ³
Flüchtige organische Verbindung	für die Nachverbrennungsöfen	50 mg/Nm ³
	für die Öfen ohne Nachverbrennung	150 mg/Nm ³
CO	für die Nachverbrennungsöfen	100 mg/Nm ³
	für die Öfen ohne Nachverbrennung allgemeiner Fall	800 mg/Nm ³

Parameter		Emissionsgrenzwerte der Verbrennungsgase
	für die Öfen ohne Nachverbrennung Sonderfall - Produktion von Lochziegeln für Innenwände (Schnellbau) in allen Ofentypen; alle Ofentypen; alle Produktionsarten in Ringöfen und in Feldbrandöfen	1 500 mg/Nm ³
Dioxine und Furane		0,1ngTEQ/Nm ³

Diese Werte werden für normale Bezugsbedingungen ausgedrückt, so wie sie in den allgemeinen Bedingungen bestimmt werden, und auf 18% Sauerstoff im Abwasser bezogen.

Für die flüchtigen organischen Verbindungen berücksichtigt man den Gesamtgehalt an organischen Stoffen, der in Kohlenstoffmasseneinheit pro Verbrennungsgasvolumen ausgedrückt wird.

KAPITEL VII — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 18 - Der Betreiber hält die in Artikel 9 erwähnten Dokumente sowie die Scheine in Bezug auf die Rücknahme bzw. Behandlung bzw. Beseitigung der aus den Anlagen stammenden Abfälle am Sitz des Betriebs zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Art. 19 - Der Betreiber hält die von den Organen und Dienststellen, die die Kontrollen durchgeführt haben, erstellten Berichte zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Art. 20 - Die Behörde setzt die Häufigkeit der Kontrollen in Bezug auf die Ableitungen von Industrieabwasser fest.

Die Behörde setzt die Häufigkeit der Kontrollen in Bezug auf die Ausstöße in die Luft fest.

Die Analyseprotokolle werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zugeschickt und zum anderen stets zu seiner Verfügung gehalten.

KAPITEL VIII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die Artikel 3, 4, 5, 6, 16 und 17 finden auf die am 1. Januar 2007 bestehenden Betriebe Anwendung.

Namur, den 22. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 222

[2006/200101]

22 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de fabricage van keramische tegels en dakpannen, bakstenen en overige producten van gebakken klei bestemd voor de bouw

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, nr 37.454, gegeven op 19 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de fabricage van keramische tegels waarvan de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 10 kg/dag of meer en lager dan 100 kg/dag, zoals bedoeld in de rubrieken nr. 26.30.01, en op de installaties voor de fabricage van dakpannen, bakstenen en overige producten van gebakken klei bestemd voor de bouw waarvan de productiecapaciteit gelijk is aan 10 kg/dag of meer en lager dan 100 kg/dag, zoals bedoeld in de rubrieken nr. 26.40.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Afdeling 2. — Definities

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder bestaande inrichting: elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de

milieuvergunning, alsook de inrichting waarvoor een vergunningsaanvraag is ingediend tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De werkplaatsen en hun aanhorigheden zijn van de bewoonde lokalen en de toegangen hiertoe gescheiden door muren, vloerplaten, wanden, in baksteen of beton, door plafonds en vloeren die minstens één uur brandbestendig zijn en slechts van de nodige openingen voor de exploitatie en de veiligheid voorzien zijn. De brandwerende deuren gaan automatisch dicht en zijn minstens een half uur brandbestendig.

Art. 4. De bewoonde lokalen hebben minstens één toegang die niet tot de werkplaats of de aanhorigheden leidt. De werkplaats is niet rechtstreeks verbonden met de bewoonde of door derden bezette lokalen.

Art. 5. De ingangsportalen, gescheiden van de werkplaatsen door een openluchtkoer die minstens 3 m diep is of geïsoleerd met een deur die minstens een halfuur brandbestendig is, worden niet als aanhorigheid beschouwd in de zin van artikel 3.

Art. 6. De nooddeuren en -uitgangen van de lokalen waar de motorvoertuigen en aanhangwagens ondergebracht worden en die van de garages en werkplaatsen gaan open naar buiten. De gangen zijn vrij van elk obstakel.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 7. De niet-intern gerecycleerde omringende stofdeeltjes geproduceerd door de activiteit of opgezogen op de plaats waar ze voortgebracht worden, worden in zakken of in andere recipiënten opgevangen en in een gesloten lokaal opgeslagen of rechtstreeks naar een hermetische silo afgevoerd.

Art. 8. Brandbare afval en poetsdoeken worden opgeslagen in een daartoe bestemde recipiënt en, om de veiligheid te waarborgen en elke milieuhinder te voorkomen, regelmatig afgevoerd zonder verspreiding in de buurt. De exploitant sluit een contract af voor de inzameling van deze afvalstoffen.

Art. 9. Alle contracten en overeenkomsten die de exploitant heeft afgesloten met firma's of instellingen belast met de afvoer en/of de behandeling van de afgevoerde afvalstoffen vermelden uitdrukkelijk de installaties waar zij weggewerkt of gevaloriseerd zullen worden.

De volgende gegevens moeten vermeld worden :

1° het adres en verdere gegevens betreffende die installaties of werven;

2° alle nuttige inlichtingen waarbij bevestigd wordt dat de exploitatie gedekt is door de vereiste vergunningen en dat regelmatig vergund is om bedoelde afvalstoffen op te vangen.

Art. 10. Het is verboden de in artikel 9 bedoelde afvalstoffen door verbranding te vernietigen.

Art. 11. De exploitant ziet toe op de vlotte werking, het onderhoud en de reinheid van de installatie. De gezamenlijke installatie, in- en uitgang, parkeerplaatsen en omgeving inbegrepen, wordt regelmatig, desnoods dagelijks, gereinigd.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 12. Vóór de uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhouden, pleegt de uitbater door bemiddeling van de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 13. Het brandbestrijdingsmateriaal bevindt zich in goed staat van werking, is tegen vorst beschermd, aangegeven, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Afdeling 1. — Voorwaarden voor het lozen van industrieel afvalwater in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

Art. 14. Industrieel afvalwater voortgebracht door de installaties en activiteiten bedoeld in artikel 1 mag niet in oppervlaktewater of in afvoerwegen voor regenwater geloosd worden.

Voor een geschikte behandeling en lozing moet het afgevoerd worden naar een installatie die over een lozingsvergunning beschikt.

Gelet op de kenmerken van het industriële afvalwater kan de administratie, voor inrichtingen die minder dan zeven personen tewerkstellen, dergelijk water evenwel met huishoudelijk water gelijkstellen. In dit geval is de lozing van dergelijk water aan de individuele zuiveringsvoorwaarden onderworpen.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor lozingen van afvalwater in openbare rioleringen en afvalwatercollectoren

Art. 15. Industrieel afvalwater voortgebracht door de installaties en activiteiten bedoeld in artikel 1 mag niet in openbare rioleringen geloosd worden.

Gelet op de kenmerken van het industriële afvalwater kan de administratie, voor inrichtingen die minder dan zeven personen tewerkstellen, dergelijk water evenwel met huishoudelijk water gelijkstellen. In dit geval is de lozing van dergelijk water niet onderworpen aan lozingsvoorwaarden die voorzien in de voorafgaande toestemming van de zuiveringsinstelling die territoriaal bevoegd is om dit water met huishoudelijk afvalwater gelijk te stellen.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 16. De concentratie van totale stoffen in alle in de lucht uitgestoten gaseffluënten mag niet hoger zijn dan 50 mg/Nm³. Deze grenswaarde moet in acht genomen worden zonder andere dilutie dan die nodig is voor de vlotte werking van de installaties.

Art. 17. Bij rookgassen van kookinstallaties worden de volgende emissiewaarden in acht genomen :

Parameter		Emissiegrenswaarde rookgassen
sox	x = zwavelgehalte (S %) in de hoofdgrondstof	
	0,12 < x <= 0,25	500 mg/Nm ³
	0,25 < x <= 0,50	1 000 mg/Nm ³
	0,50 < x <= 0,75	1 500 mg/Nm ³
	x > 0,75	2 000 mg/Nm ³
HF	x = zwavelgehalte (S %) in de hoofdgrondstof	
	0,12 < x <= 0,25	5 mg/Nm ³
	0,25 < x <= 0,50	10 mg/Nm ³
	x > 0,50	15 mg/Nm ³
HCl		30 mg/Nm ³
Stoffen		50 mg/Nm ³
VOS	voor naverbrandingsovens	50 mg/Nm ³
	voor ovens zonder naverbranding	150 mg/Nm ³
CO	voor naverbrandingsovens	100 mg/Nm ³
	voor ovens zonder naverbranding algemeen geval	800 mg/Nm ³
	voor ovens zonder naverbranding bijzondere gevallen - productie van geperforeerde bakstenen voor binnenwanden (snelbouw) in elk oventype; alle productietypes in ringovens en veldovens	1500 mg/Nm ³
Dioxinen en furanen		0,1ngTEQ/Nm ³

Deze waarden worden uitgedrukt voor normale referentievoorwaarden, zoals bepaald in de algemene voorwaarden, en teruggebracht op 18 % zuurstof in de effluent.

Voor vluchtige organische stoffen (VOS) wordt het totaalgehalte aan organische stoffen, uitgedrukt in massa-eenheden per rookgasvolume, in aanmerking genomen.

HOOFDSTUK VII. — Controle en zelftoezicht

Art. 18. De documenten bedoeld in artikel 9, alsook de bewijzen van overname en/of behandeling en/of wegwerking van de door de installaties voorgebrachte afvalstoffen, worden door de exploitant op de exploitatiezetel ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 19. De rapporten opgesteld door de instellingen of de diensten die de controles hebben uitgevoerd, worden door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 20. De overheid bepaalt de frequentie van de controles op de lozingen van industrieel afvalwater.

De overheid bepaalt de frequentie van de controles op de lozingen in de lucht.

De analyseprotocollen worden naar de toezichthoudende ambtenaar gestuurd en kunnen voor het overige steeds door hem ingekeken worden.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikelen 3, 4, 5, 6, 16 en 17 zijn van toepassing op de inrichtingen die in werking zijn op 1 januari 2007.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN